

Pendant près de 2 heures, les interventions se sont succédées dans la salle et toutes ont témoigné : l'inclusion scolaire ne peut se faire que dans le respect des besoins de chaque enfant. Toutes les interventions ont condamné l'inclusion maltraitante, indifférenciée et systématique qui place tous les acteurs (parents, enseignants, AESH, ATSEM, personnels de santé ou du médico-social...) dans des situations insupportables, maltraités ici, maltraitants là, ou se retrouvant à générer la pénurie de moyens là-bas. Les intervenants ont dénoncé l'accélération du processus de démantèlement des institutions (IME, ITEP...) et des valeurs fondamentales du droit à bénéficier d'un accompagnement éducatif et de soin. En vingt ans, le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés dans les écoles et établissements a connu une augmentation spectaculaire de 120000 en 2005 se sont près de 550000 en 2025. SAUF que personne ne peut indiquer si les enfants sont scolarisés 1 heure, 2 heures, 1 journée ou plus par semaine.

La réalité c'est que 30000 élèves qui devraient être scolarisés en ESMS (IME, ITEP...) n'y sont pas faute de place... 50000 élèves notifiés n'ont aucun suivi AESH...

**La situation en Mayenne est toujours aussi alarmante :**

Aujourd'hui l'inclusion scolaire est devenue trop souvent maltraitante, indifférenciée et systématique. Erigée en dogme, elle place tous les acteurs dans des situations insupportables : *burnout et épuisement des enseignants, des AESH, des ATSEM, des animateurs, et des professionnels de santé et du médico-social, des enfants déstabilisés jusqu'à des situations de rejet ou de maltraitance. Des parents sans solutions, des personnels médico-sociaux en quête de sens, un travail d'accompagnement et de soins totalement déstructuré...*

**185 élèves sont en attente d'une place dans le médico-social : IME – SATED : 65 élèves / ITEP : 120 élèves  
ULIS : 17 élèves en attente (8 en écoles, 7 en collège et 2 en lycée)**

**RUPTURE d'égalité de droits :** Trop d'élèves en attente d'une place sont soit scolarisés en « milieu ordinaire » sans respect de leur besoin ou de leur compensation, soit totalement déscolarisés. Près de 200 enfants ont une orientation dans le médico-social (IME, ITEP, SATED...) et sont en attente d'une place. Cette rupture d'égalité des droits impacte tous les autres élèves et leurs familles, les autres personnels des établissements et services.

**DÉFAUT de soin :** La pédagogie en milieu dit « ordinaire » ne peut se substituer aux soins, ni à l'attention spécialisée nécessaires à certains enfants en situation de handicap. Dans la santé et dans le médico-social - secteurs pour lesquels parfois le suivi d'orientation vers un médecin notamment est impossible – on ne peut apporter une réponse aux enfants et aux familles faute de moyens. A l'USISEA de Laval, il y a seulement 3 lits d'hospitalisation, et il y a à peine la moitié des effectifs médicaux dans toute la pédopsychiatrie (CMP...)

Pour les parents, c'est le parcours du combattant : entre la désillusion et le leurre de l'inclusion scolaire systématique, les démarches sont non seulement lourdes, que cela soit pour la reconnaissance du handicap, et ensuite pour que les compensations soient effectives. Au final, la notification n'est pas respectée, ici il manque un AESH, là l'enfant attendra 4 ans avant de pouvoir rejoindre un IME.

Des PAS (Pôles d'Appui à la Scolarisation) pour réduire le droit des élèves et culpabiliser davantage les personnels dans les écoles. De l'aveu même du ministre Geffray, les PAS permettent de moins notifier dans les départements. A la rentrée prochaine en Mayenne, ce sont 5 PAS supplémentaires qui s'ajoutent aux 2 déjà existants. Pour FO et la FCPE, la notification de la MDA est génératrice de droit pour nos élèves et nos enfants (accompagnement, soins, orientations...). La remettre en cause, c'est remettre en cause la compensation et aller jusqu'à l'invisibilisation du handicap au nom d'une inclusion à tout prix.

En Mayenne, pour FO et la FCPE il faut de toute urgence :

- **La création des places en IME/ITEP à hauteur des besoins**
- **Le recrutement de tous les enseignants spécialisés et PsyEN-EDA pour restaurer des RASED complets**
- **Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH,**
- **Un vrai statut, un vrai salaire pour les ATSEM et une ATSEM par classe en maternelle**
- **Des moyens pour les agents municipaux (ATSEM, animateurs, agents du périscolaire...)**
- **L'abandon des PIAL, des PAS et de l'acte 2 de l'école inclusive**
- **Le respect de toutes les notifications de la MDA**
- **Le recrutement de soignants et de médecins à la hauteur des besoins en pédopsychiatrie (CMP, USISEA...), l'ouverture de lits d'hospitalisation, notamment pour les adolescents en souffrance**